



Numéro PPQ/5449

vendredi 24 juillet 2009

ACTUALITES EN BREF DU VENDREDI

- RDC : 35.000 Congolais fuient un renouveau des combats au Sud-Kivu
- Ban appelle la Chine à montrer la voie du développement 'vert'
- La 'responsabilité de protéger' entre concept et réalité
- Les Philippine Madrigal Singers seront nommés artistes de l'UNESCO pour la paix
- Mauritanie : L'ONU appelle à consolider la démocratisation après l'élection présidentielle
- La MONUC enquête sur des abus sexuels impliquant des casques bleus
- Gaza : L'UNWRA dénonce toute allégation de contrôle par le Hamas
- Un Rwandais choisi pour diriger l'Opération UA-ONU au Darfour
- Darfour : Toujours pas de solution après cinq ans d'efforts
- Côte d'Ivoire : 400 ex-miliciens reconvertis en fermiers grâce à l'ONU

RDC : 35.000 Congolais fuient un renouveau des combats au Sud-Kivu



24 juillet - Des milliers de Congolais ont été déracinés par la toute dernière escalade des combats dans la province du Sud-Kivu dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), annonce vendredi le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés ([UNHCR](#)).

« Nos premières estimations font état d'au moins 35 000 personnes déplacées dans la plaine de la rivière Ruzizi vers la frontière de la RDC avec le Rwanda et le Burundi. Ces personnes auraient fui à la suite de la toute dernière campagne militaire gouvernementale, dont le nom de code est Kimia II et qui a commencé le 12 juillet dans le territoire d'Uvira au Sud-Kivu. La campagne a pour objectif de désarmer par la force les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR) et leurs milices locales alliées », a déclaré Ron Redmond, le porte-parole du HCR.

Ce tout dernier déplacement porte à environ 536 000 le nombre total de civils qui sont déplacés dans le Sud-Kivu depuis janvier 2009 à la suite des affrontements entre les forces gouvernementales et les rebelles rwandais ainsi que des attaques de représailles contre des civils.

Le nombre total des personnes déplacées par la violence et les combats dans l'est de la RDC s'élève à plus de 1,8 million.

De nombreux habitants de Lemera et de Mulenge, deux villes principales de la région située au nord d'Uvira, auraient fui et environ 19 000 personnes se cacheraient dans des forêts et des villages près de Lemera.

La majorité des déplacés recherchent une protection au sein de familles d'accueil dans des zones qui restent sûres, alors que d'autres ont trouvé abri dans des écoles, des églises et d'autres bâtiments publics. Les déplacés se trouvant dans des zones de conflit situées dans les montagnes de Moyens Plateaux restent pratiquement inaccessibles.

Les déplacés font systématiquement état d'atrocités, notamment des accusations de meurtres, de viols et de tortures commis par des rebelles des FDLR. Les populations en fuite rapportent par ailleurs des arrestations arbitraires, des enlèvements, des extorsions et des impôts forcés imputables aux FDLR et à divers groupes armés soutenant les rebelles hutus rwandais.

A cause des difficultés d'accès et de l'insécurité, il est extrêmement difficile d'évaluer l'ampleur du tout dernier déplacement. Le HCR a déjà préenregistré quelque 20 000 personnes sur l'axe Luberizi – Kamanyola, le long de la frontière burundaise, où sont rassemblés la plupart des déplacés. Notre bureau à Bukavu fait état de familles ayant continué à fuir durant toute la semaine. Des évaluations initiales conduites en coordination avec d'autres partenaires humanitaires montrent que les personnes ont besoin de vivres, d'eau, de médicaments et d'articles humanitaires de première nécessité comme des couvertures, des matelas et des batteries de cuisine.

Nous suivons également la situation des personnes les plus menacées, en procédant à l'identification des personnes vulnérables et des besoins spécifiques, y compris les victimes de violences sexuelles et de détentions arbitraires. Le HCR évaluera également les besoins d'assistance pour l'abri, afin de minimiser la pression sur les familles d'accueil et la communauté locale.

Nous sommes vivement préoccupés au sujet de l'impact négatif qu'aura ce renouveau des combats dans le Sud-Kivu sur le rapatriement volontaire de réfugiés congolais depuis la Tanzanie voisine, des réfugiés dont la majorité sont originaires de cette province. Ce programme de rapatriement volontaire est organisé par le HCR.

Ban appelle la Chine à montrer la voie du développement 'vert'



24 juillet - Le Secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon a appelé vendredi la Chine à poursuivre sur la voie de son initiative « Feu vert » [Green Light] et à devenir un leader de l'énergie à faible émission de carbone, lors d'une allocution prononcée à Beijing.

Le programme de 14 millions de dollars, organisé par l'ONU et le gouvernement chinois, vise à promouvoir l'utilisation d'ampoules de nouvelle génération et à progressivement éliminer la vente d'ampoules à incandescence. « L'ambitieux programme visant à économiser de l'énergie provenant de l'éclairage pourrait réduire la consommation d'énergie de la Chine de 8% », s'est félicité le Secrétaire général, dont c'est le troisième voyage dans le pays.

« Il démontre une des nombreuses façons dont les gens et les commerces ordinaires peuvent réduire la consommation d'énergie et les émissions de gaz à effet de serre. Il montre le rôle essentiel que les gouvernements peuvent et doivent jouer dans la promotion de l'économie verte. Il souligne l'importance de la Chine et la nécessité de son leadership dans la lutte mondiale contre le changement climatique », a expliqué le Secrétaire général.

La Chine est l'économie majeure dont le développement est le plus rapide ; c'est aussi un émetteur important de gaz à effet de serre et un des pays les plus vulnérables aux changements climatiques, a-t-il souligné, rappelant que 300.000 millions de Chinois subiront l'impact de la fonte des glaciers de l'Himalaya, de l'expansion du désert de Gobi et de l'assèchement du Fleuve Jaune.

Les progrès de la Chine sont donc cruciaux pour ses citoyens et ceux du monde entier, a fait observer Ban Ki-moon.

Le secteur de l'énergie renouvelable en Chine s'élève à près de 17 milliards de dollars et emploie près d'un million de travailleurs. Grâce à l'énergie solaire et éolienne, la Chine pourrait continuer à réduire sa dépendance au charbon qui représente 85% de ses émissions de carbone.

« Aujourd'hui la Chine est une puissance mondiale. Et avec la puissance mondiale viennent des responsabilités mondiales », a-t-il insisté.

M. Ban a ajouté que d'autres pays majeurs devront suivre la même voie : le Brésil, l'Inde, le Mexique et l'Afrique du Sud.

« L'inaction sera inexcusable », a déclaré le Secrétaire général, qui a appelé à des progrès dans les discussions lors du Sommet convoqué en septembre à New York puis à la [Conférence sur les changements climatiques de Copenhague](#) de décembre 2009.

Le Secrétaire général doit rencontrer vendredi le président chinois Hu Jintao, le Premier ministre Wen Jiabao, le ministre des Affaires étrangères Yang Jiechi et d'autres hauts représentants. Ban Ki-moon se rendra dimanche en Mongolie pour la suite de sa visite officielle orientée sur la question du changement climatique.

La 'responsabilité de protéger' entre concept et réalité



24 juillet - Le philosophe et linguiste américain, M. Noam Chomsky a donné jeudi une conférence de presse sur le concept « délicat », selon les mots du président de l'Assemblée générale, de la « responsabilité de protéger les populations du génocide, des crimes de guerre, du nettoyage ethnique et des crimes contre l'humanité ».

Accompagné de Jean Bricmont, philosophe belge; de Gareth Evans, politicien australien et membre du Comité exécutif d'International Crisis Group; et de Ngugi wa Thiong'o, écrivain kenyan, Noam Chomsky venait de participer avec les trois autres au dialogue interactif informel que l'Assemblée générale a organisé sur le [rapport](#) du Secrétaire général relatif aux stratégies, aux normes, aux procédures, aux instruments et aux pratiques de l'ONU pour mettre en œuvre cette responsabilité, indique un [communiqué](#).

Le concept de responsabilité de protéger est « un changement fondamental » dans la notion de souveraineté nationale, s'est encore aujourd'hui félicité le Coprésident de la Commission internationale sur l'intervention et la souveraineté nationale de l'International Crisis Group qui n'a cessé de défendre ce concept qui a été consacré par les chefs d'État et de gouvernement en 2005, lors du [Sommet mondial](#).

Le Document final du Sommet stipule que « lorsqu'un État n'assure manifestement pas la protection de sa population contre les crimes retenus, la communauté internationale est prête à mener, en temps voulu, une action collective résolue par l'entremise du Conseil de sécurité, conformément à la Charte de l'ONU ».

C'est précisément l'implication du Conseil de sécurité qui a fait naître des doutes dans l'esprit de Noam Chomsky et de Jean Bricmont. Les deux hommes ont argué que dans l'état actuel des rapports de force entre les grandes puissances et les autres pays, il est tout à fait légitime de craindre une « manipulation du concept », qui ne constituerait « rien de nouveau ».

N'oublions pas, a rappelé Noam Chomsky, que le Japon a invoqué la responsabilité de protéger pour envahir la Manchourie et qu'Hitler a fait de même pour la Pologne. Et aujourd'hui, a-t-il dénoncé, cette notion pourrait être légitimement invoquée pour la Somalie ou la République démocratique du Congo (RDC) mais, dans le cas de cette dernière, les intérêts des entreprises multinationales occidentales sont en jeu, a souligné le philosophe.

Il faut être réaliste, a renchéri Jean Bricmont, lorsque l'on voit les multiples violations de la souveraineté des pays sous couvert de protection des populations, comme cela a été le cas en Iraq et en Afghanistan alors, qu'Israël peut poursuivre tranquillement ses attaques contre le Territoire palestinien occupé.

L'ONU est faite d'une bonne chose, l'esprit de sa Charte, et d'une mauvaise chose, le droit de veto que les États puissants exercent dès que l'on touche à leur pouvoir, a insisté le philosophe belge, en craignant que l'exercice de la responsabilité de protéger ne serve qu'à couvrir les visées interventionnistes des grandes puissances. Comme toujours à l'ONU, tout finit en dichotomie entre « le papier et le pouvoir », à savoir entre les bonnes intentions et leur matérialisation.

Les États-Unis, chantre de la responsabilité de protéger, ne sont pas parties au Statut de la Cour pénale internationale (CPI). On peut se demander, a dit Noam Chomsky, pourquoi ils défendent avec autant d'acharnement ce concept aujourd'hui.

Gareth Evans, Coprésident de la Commission internationale sur l'intervention et la souveraineté nationale d'International Crisis Group, a admis que l'élargissement de la composition du Conseil est peut-être un des moyens de faire taire les suspicions, tout comme une définition très stricte du champ d'application du concept de responsabilité de protéger.

L'écrivain kényen, Ngugi wa Thiong'o, a regretté que le rapport du Secrétaire général n'aille pas assez loin. Ce qu'il faut, a-t-il dit, ce sont des solutions à long terme pour éliminer les causes des éventuelles interventions que sont les inégalités et les déséquilibres socioéconomiques.

Les Philippine Madrigal Singers seront nommés artistes de l'UNESCO pour la paix



Les Philippine Madrigal Singers

24 juillet - Le directeur général de l'UNESCO, Koïchiro Matsuura, nommera Artiste de l'UNESCO pour la paix le groupe des Philippine Madrigal Singers le 27 juillet avant leur concert au Siège de l'Organisation à Paris.

Les Philippine Madrigal Singers sont nommés en reconnaissance « de leurs efforts en faveur de la promotion du dialogue et de la compréhension parmi les peuples d'Asie du Sud-Est, de leur contribution à la diffusion du message de paix et de tolérance de l'UNESCO et de leur engagement en faveur des idéaux et objectifs de l'Organisation ».

Les Philippine Madrigal Singers ou MADZ ont été créés en 1963 par la professeur Andrea O. Veneracion. Ils interprètent de nombreux genres musicaux mais sont spécialisés dans le style de la Renaissance qui leur a donné leur nom. Récompensés par de nombreux prix, dont le Grand Prix européen de chant choral en 2007 (Arezzo, Italie), ils ont une forte influence en Philippines et dans toute l'Asie. Ils ont formé plus de 200 choristes et spécialistes du chant choral au cours de ces années et effectuent deux tournées par an, à l'étranger mais aussi dans les régions les plus reculées des Philippines.

Nommés pour deux ans, les Philippine Madrigal Singers devraient apporter leur soutien aux programmes de l'UNESCO concernant la diversité culturelle et le dialogue interculturel. Ils envisagent notamment une série de Concerts pour la paix, un Festival Chantons pour la Paix, divers classes, ateliers de chant et programmes d'éducation au chant choral.

Les Artistes de l'UNESCO pour la paix sont des personnalités qui mettent leur influence, charisme et réputation au service du message de l'UNESCO. Parmi eux on compte : le musicien Manu Dibango (Cameroun), l'actrice Patricia Velasquez (Venezuela), le musicien Gilberto Gil (Brésil), la danseuse Miyako Yoshida (Japon), la soprano Sumi Jo (République de Corée), le chanteur et fondateur des Gypsy Kings Chico Bouchikhi (France) et le chef d'orchestre Valery Gergiev (Russie).

Mauritanie : L'ONU appelle à consolider la démocratisation après l'élection présidentielle



Nouakchott, capitale de la Mauritanie

24 juillet - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a pris note vendredi de l'annonce par le Conseil constitutionnel de la Mauritanie du résultat final de l'élection présidentielle – qui a été remportée par le général Mohamed Ould Abdelaziz, auteur d'un coup d'Etat en août 2008.

Ban Ki-moon invite le peuple mauritanien et ses leaders à consolider le processus de démocratisation et de réconciliation, notamment par la poursuite d'un dialogue national inclusif tel que prévu dans l'accord de Dakar, a déclaré un porte-parole.

L'ONU continuera à soutenir leurs efforts dans ce domaine, précise la déclaration.

Le président mauritanien renversé par un coup d'Etat le 6 août 2008 Sidi Ould Cheikh Abdallahi a démissionné et signé le 29 juin dernier à Nouakchott un décret portant nomination d'un gouvernement d'union nationale, chargé de préparer l'élection présidentielle du 18 juillet. Sa démission n'est intervenue qu'après qu'il a reçu la décision prise par le Haut conseil d'Etat (HCR, junte) de se transformer en Conseil supérieur de la défense, organisme s'occupant uniquement des questions de défense et de sécurité et placé sous l'autorité du gouvernement de transition.

La MONUC enquête sur des abus sexuels impliquant des casques bleus



Le commandant de la MONUC, le général Gaye, discute avec des casques bleus à Dungu, dans l'est de la RDC.

24 juillet - La Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUC) a annoncé vendredi l'envoi dans l'est du pays d'une mission d'évaluation dans le cadre du renforcement des mesures préventives contre l'exploitation et les abus sexuels (EAS) impliquant des Casques bleus.

Le Commandant de la Force de la MONUC, le Général Babacar Gaye, s'est déclaré préoccupé par la persistance des rumeurs de mauvaise conduite et a exprimé l'espoir que l'équipe d'évaluation permettra de les éclairer. «S'ils trouvent des indications de mauvaise conduite, nous les soumettrons à un processus d'enquête plus formel,» a-t-il assuré, selon un communiqué.

L'équipe d'évaluation est dirigée par un officier supérieur de la Brigade du Nord Kivu qui est appuyé par une femme fonctionnaire au sein de l'Unité de Conduite et Discipline (UCD) de la MONUC, ainsi que par un officier de liaison militaire, représentant l'UCD à Goma et un officier indépendant désigné par le chef d'Etat Major adjoint à Goma.

Ils se rendront dans un certain nombre de bases opérationnelles et visiteront des camps où des dizaines de milliers de Congolais déplacés par les violences dans le Nord Kivu cherchent protection. L'équipe d'enquête doit rendre son rapport d'ici la fin du mois en cours.

Cette initiative intervient après la nomination, l'année dernière, de 48 officiers militaires pour agir comme points focaux au sein des contingents militaires des différents pays au sein de la MONUC et renforcer sur le terrain les programmes de formation à la prévention de l'exploitation et des abus sexuels ainsi que les procédures pour exposer les infractions.

Les points focaux ont terminé, le 25 juin à Goma, un programme de cours de remise à niveau sur la prévention contre l'exploitation et les abus sexuels.

Dans une directive datée du 27 juin dernier destinée aux Commandants de brigade de la MONUC, le Général Gaye a indiqué que 10 cas d'exploitation et d'abus sexuel avaient fait l'objet d'enquête par la police militaire en 2008, mais qu'il était préoccupé par la possibilité de l'existence d'autres cas que l'on n'aurait pas détectés.

Il s'est dit particulièrement préoccupé par la possibilité d'entorses au Code de conduite de la Mission de la part des soldats stationnés dans des endroits reculés.

Mr. Alan Doss, le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU en RDC, a salué le renforcement supplémentaire de la conduite et discipline au sein de la Mission qui constitue un appui à la prévention.

«Ce dont nous parlons ici, c'est de tolérance zéro pour tout comportement qui ne respecte pas les femmes et les filles ainsi que les communautés au sein desquelles ils vivent», a-t-il souligné.

«Ceci s'adresse autant à nos 3.000 gardiens civils de la paix qu'aux militaires. Un nombre très réduit de Casques bleus ont, par le passé, abusé de la confiance du peuple congolais, et l'écrasante majorité, constituée de ceux qui servent avec honneur au sein de la Mission, s'indigne du dommage qu'une poignée d'individus peut causer à la crédibilité du maintien de la paix», a-t-il précisé.

Le Général Gaye a expliqué que tout indice qui serait mise en lumière par la mission d'évaluation ferait l'objet d'une enquête formelle par la branche investigatrice de l'ONU qui opère en dehors de la chaîne de commandement de la MONUC.

«J'ai instruit mes commandants pour qu'ils s'assurent que nos Casques bleus comprennent que chacun, quel que soit son grade et son rang, a la responsabilité d'être vigilant et de dénoncer immédiatement les transgresseurs auprès de leurs points

focaux EAS ou auprès de leurs supérieurs», a souligné le Général Gaye.

Gaza : L'UNWRA dénonce toute allégation de contrôle par le Hamas



24 juillet - L'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient ([UNRWA](#)) a catégoriquement rejeté toute allégation selon laquelle le Hamas contrôlerait l'assistance humanitaire à Gaza et selon laquelle son directeur John Ging aurait dû quitter Gaza pour cause de menaces de mort.

« Ces allégations sont totalement fausses », a déclaré un porte-parole du Secrétaire général, Farhan Haq, lors du point de presse à New York.

« M. Ging n'a jamais fui Gaza et son comportement face aux menaces et attaques commises par le passé est bien connu. Toute suggestion selon laquelle le Hamas aurait une influence ou un contrôle quelconque sur l'UNRWA est aussi dépourvu de tout fondement », a dit le porte-parole.

L'UNRWA rappelle qu'elle est guidée par les principes et valeurs des Nations Unies et qu'elle distribue l'assistance directement aux réfugiés en fonction de leurs besoins, quelles qu'en soient les difficultés.

« Le gouvernement de fait du Hamas n'a aucune influence quelle qu'elle soit sur le choix des destinataires de l'aide et a respecté l'indépendance de l'UNRWA », a-t-il ajouté.

Le porte-parole a fait observer que le Quatuor pour le Moyen-Orient, composé des États-Unis, de la Fédération de Russie, de l'ONU et de l'Union européenne avait par ailleurs appelé à un accès sans entrave aux fournitures d'assistance et de reconstruction pour Gaza.

Un Rwandais choisi pour diriger l'Opération UA-ONU au Darfour



24 juillet - Le Secrétaire général a informé vendredi le Conseil de sécurité de son intention de nommer le lieutenant général Patrick Nyamvumba du Rwanda comme prochain chef de l'Opération hybride UA-ONU au Darfour ([MINUAD](#)), avec effet à partir du 1er septembre.

Ce choix a été fait en accord avec le président de la Commission de l'Union africaine, a dit un porte-parole du Secrétaire général.

Le général Nyamvumba dirigera la composante militaire de la Mission et contribuera à la mise en oeuvre du mandat de l'Opération en cette période critique, a-t-il dit.

Il succèdera au général Martin Luther Agwai, du Nigéria, qui a dirigé la force depuis la création de la MINUAD.

Cette dernière a été créée le 31 juillet 2007, dans le cadre du Chapitre VII de la [Charte des Nations Unies](#) (recours à la force), autorisant l'Opération à prendre les mesures nécessaires pour soutenir la mise en oeuvre de l'Accord de paix sur le Darfour, protéger son personnel et les civils, sans préjudice de la responsabilité du gouvernement du Soudan. La MINUAD a commencé à fonctionner le 31 décembre 2007.

Darfour : Toujours pas de solution après cinq ans d'efforts



Alain Le Roy en vidéoconférence au bureau de la MONUC à Goma

24 juillet - Le Soudan n'est pas plus proche d'une solution au Darfour aujourd'hui qu'il y a cinq ans lorsque le Conseil de sécurité s'est penché sur la question, a prévenu vendredi le responsable du maintien de la paix, Alain Le Roy.

« Le gouvernement soudanais doit faire des concessions sérieuses et illustrer son engagement au Darfour par le biais d'investissements actifs dans sa population et ses infrastructures, tandis que les rebelles doivent faire des compromis entre eux et convenir d'une plateforme sérieuses pour des discussions », a dit le Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix, Alain Le Roy, lors d'un exposé devant le Conseil de

sécurité.

Alain Le Roy a évoqué des changements dans la situation sécuritaire au Darfour ces récents mois. Les violences à grande échelle et les déplacements de civils ont cessé mais les attaques locales continuent. Par ailleurs, on assiste à une détérioration de la situation entre le Soudan et le Tchad.

« L'évolution de la crise ne diminue en rien la tragédie du Darfour ni n'atténue les souffrances des 2,7 millions de déplacés, mais elle requiert une adaptation de la stratégie de l'ONU », a-t-il expliqué.

Côte d'Ivoire : 400 ex-miliciens reconvertis en fermiers grâce à l'ONU



Des casques bleus inspectent des armes remises par des milices à Guiglo, en Côte d'Ivoire, en 2006.

24 juillet - Environ 400 ex-miliciens, miliciennes et jeunes à risque de la région du Haut Sassandra, dans le Centre-ouest du pays, ont bénéficié du Programme des 1000 microprojets de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI).

Les financements qu'ils ont reçus du programme, lancé en août 2008, leur ont permis de s'impliquer dans la culture maraîchère, la pisciculture, la riziculture, l'élevage des porcs et l'aviculture, selon un communiqué publié vendredi.

Bébert Groguhé, ancien membre du Groupement des Patriotes pour la Libération de l'Ouest, basé à Daloa, s'est reconverti, lui, à l'élevage. Bébert et 15 de ses compagnons ont fondé la Coopérative d'Elevage Fraternel (COOPEFRA) avant de solliciter le soutien financier du Programme, destiné à la réinsertion socio-économique des ex-combattants et des jeunes à risque. Les anciens miliciens ont ouvert deux fermes - d'aviculture et d'élevage porcin - où ils travaillent à plein temps. La vente de la première vague de poulets a redonné confiance à Bébert et à ses camarades. « J'ai maintenant un emploi et je vais pouvoir me marier et commencer une vie normale », déclare-t-il fièrement.

Le projet a aussi amélioré la position des ex-miliciens dans la communauté, selon Bébert. Il explique qu'à la fin de la crise armée dans laquelle ils étaient impliqués, ses compagnons et lui étaient dans un dénuement total, menant une vie de clochards. « Maintenant, nous sommes respectés dans la ville de Daloa », indique-t-il.

Nahounou Jeanne, ex-membre de la même milice, a également vu sa vie transformée par un microprojet financé par l'ONUCI. « Nous avons retrouvé notre dignité », déclare-t-elle. Jeanne et plusieurs autres femmes vendent de la volaille au marché du village de Balauzon, près de Daloa. « Nous sommes très fières d'alimenter le marché en poulet de chair », dit-elle. Les anciennes miliciennes faisaient l'objet de méfiance et ne parvenaient pas à réaliser une activité économique, selon Jeanne. Elles se sont donc constituées en groupement pour relever les défis liés à leur condition. « Aujourd'hui, avec les revenus de la ferme, je peux scolariser ma fille », affirme-t-elle.

Dans le village de Tapeguhia, près de la ville d'Issia, Franck Gnakabi et d'autres jeunes à risque ont constitué une

coopérative qu'ils ont dénommée Lago Saba, qui signifie « le salut de Dieu » dans la langue locale, le Bhété. Ils ont utilisé le financement de l'ONUCI pour faire de la riziculture. « Pour notre première récolte, nous avons obtenu 25 tonnes sur les 5 hectares cultivés », affirme Franck. « Nous avons travaillé avec sérieux et maintenant nous avons l'estime de la population du village ».

« Le succès de ces projets repose sur l'appropriation par les bénéficiaires, qui ont suivi et appliqué les formations reçues en la matière », explique Marcel Yao Kouamé, Chef de Zone de l'Agence Nationale de Développement Rural (ANADER).

Pour les femmes du marché de Boguedia, un village de la région, les 1.000 microprojets sont un remède contre la criminalité et le chômage. Les jeunes à risque, jadis désignés sous le vocable de « danger public » sont devenus des acteurs de développement social, disent-elles.

Le Programme des 1.000 microprojets, doté de 4 millions de dollars, est une initiative pilote de réinsertion lancée par le chef de l'ONUCI et financée par le Fonds de Consolidation de la Paix des Nations Unies. Il s'inscrit dans le cadre de l'appui au programme de réinsertion des ex-combattants du gouvernement ivoirien et est soutenu par des partenaires internationaux. A ce jour, environ 2.700 personnes bénéficient du programme à travers 507 projets sur l'ensemble du pays.